**Katia VISCONTI, *L'ultimo Direttorio ; la lotta politica nella
Repubblica cisalpina tra guerra rivoluzionaria e ascesa
di Bonaparte (1799 – 1800)***

Milan, Guerini e associati, 2011, 271 p. + index, ISBN 978-88-6250-086-9,
21 €.

Bernard Gainot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12746>

DOI : 10.4000/ahrf.12746

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2013

Pagination : 227-230

ISBN : 978-2-200-92824-7

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Bernard Gainot, « Katia VISCONTI, *L'ultimo Direttorio ; la lotta politica nella Repubblica cisalpina tra guerra rivoluzionaria e ascesa di Bonaparte (1799 – 1800)* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 371 | janvier-mars 2013, mis en ligne le 19 avril 2013, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12746> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12746>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

Tous droits réservés

Katia VISCONTI, *L'ultimo Direttorio ; la lotta politica nella Repubblica cisalpina tra guerra rivoluzionaria e ascesa di Bonaparte (1799 – 1800)*

Milan, Guerini e associati, 2011, 271 p. + index, ISBN 978-88-6250-086-9, 21 €.

Bernard Gainot

RÉFÉRENCE

Katia VISCONTI, *L'ultimo Direttorio ; la lotta politica nella Repubblica cisalpina tra guerra rivoluzionaria e ascesa di Bonaparte (1799 – 1800)*, Milan, Guerini e associati, 2011, 271 p. + index, ISBN 978-88-6250-086-9, 21 €.

- 1 L'ouvrage de Katia Visconti s'ajoute aux récentes publications parues dans la collection « Storiografica », dirigée par Angela De Benedictis, Antonino De Francesco, et Aurelio Musi, chez l'éditeur milanais Angelo Guerini, qui renouvellent profondément l'approche de la période révolutionnaire et impériale vue d'Italie.
- 2 C'est donc tout naturellement par une mise au point historiographique que s'ouvre cette présentation du dernier exécutif de la République cisalpine, les vicissitudes de sa laborieuse mise en place après le coup de force du commissaire politique français Rivaud du Vignaud, puis les longs mois d'exil à Chambéry lors de l'éphémère restauration des pouvoirs d'ancien régime (les *tredicesimi*), avant le retour de Bonaparte à Milan, en juin 1800.
- 3 La République cisalpine, la première des « républiques sœurs » installées dans la péninsule dans le sillage des armées françaises, souffre d'un déficit de considération chez les historiens italiens de toutes nuances idéologiques ; ceux qui furent marqués par le nationalisme cherchaient à enraciner les origines du *Risorgimento* dans la période

antérieure à la Révolution française ; ceux qui furent marqués par le fascisme ne voyaient dans le *triennio jacobin* qu'une ère de démocratisation brouillon et débilitant ; ceux qui furent imprégnés de marxisme après la deuxième guerre mondiale reprochaient à la bourgeoisie nationale sa servilité, et son inconsistance, en regard de la période héroïque de l'an II. Mais tous s'accordaient sur deux raisons fondamentales, qui se recoupent par ailleurs ; la République cisalpine ne soutient pas la comparaison avec la République napolitaine, et elle ne se donne pas les moyens d'exister indépendamment de sa soumission aux proconsuls français, militaires comme civils. De ce déficit, persistent les images majoritairement négatives qui ternissent la mémoire de cette première expérience de fonctionnement des institutions représentatives modernes ; la fuite honteuse des principaux responsables de la Cisalpine, à laquelle on oppose la conduite héroïque des martyrs de la Napolitaine restés à leur poste ; et la succession de coups de force qui dévitalise entièrement l'esprit public à Milan, tandis que les méridionaux surent demeurer autonomes à l'égard de la Grande Nation.

- 4 L'année 1798 fut particulièrement fertile en « corrections » suivies d'épurations politiques et de rectifications des orientations générales ; en avril 1798, le général Brune avait contraint à la démission trois directeurs « modérés » ; en août, c'est l'envoyé du Directoire parisien, Trouvé, qui impose une révision constitutionnelle hostile aux avancées démocratiques des mois précédents ; en octobre, Brune, appuyé par le remplaçant de Trouvé, l'ancien conventionnel « terroriste » Fouché, épure le Corps législatif de ses éléments les plus « modérés » pour les remplacer par des « patriotes anarchistes ». Enfin, le directeur Reubell envoie à Milan Rivaud pour rectifier les choix opérés par Brune, et rétablir les orientations « modérées » de Trouvé, tout en restreignant l'activité de la presse et des sociétés politiques. Cette quatrième intervention se produit le 10 décembre 1798, et constitue le point de départ de l'analyse factuelle de Katia Visconti. Elle retrace, avec une très grande précision, les débats politiques qui suivent la « rectification », s'appuyant particulièrement sur l'*Archivio di Stato* de Milan, et notamment les très riches « fonds Marescalchi » et « fonds Testi », déjà exploités par l'historien Carlo Zaghi, mais dont elle corrige, avec beaucoup de finesse, les interprétations, qui allaient dans le sens de l'assoupissement de l'esprit public, et de la progressive dissolution de la décision politique. Or, l'épuration du Corps législatif ne fut pas la fin de toute opposition. Les débats au sein du Conseil des Jeunes montrent que les députés n'ont pas renoncé à tout esprit d'initiative. Les nombreux rebondissements, qui ponctuent les choix des nouveaux directeurs (Adelasio, Sopransi, Vertemate Franchi, Luosi, et surtout Marescalchi, la plus forte personnalité du groupe), soulignent la permanence d'une forme de résistance, et les subtils équilibres internes qui s'établissent au sein du projet voulu par Rivaud ; un compromis qui assure à la République une stabilité face à la montée des tensions internationales, et d'une guerre devenue inévitable.
- 5 Le nouveau directoire garde une marge de manœuvre conséquente, entre les pressions venues de Paris, et la relance du mouvement unitaire italien, qui fait de la Cisalpine le noyau d'une future république italienne unifiée. L'écroulement de la monarchie sarde fait du Piémont l'enjeu de cette relance ; contre les velléités annexionnistes du Piémont par la France, se développe un mouvement irrédentiste cisalpin, qui prône le rattachement des territoires de la Maison de Savoie à une République Italique, dont l'exécutif aura été réformé. La France impose finalement l'annexion, mais la Cisalpine

aura obtenu quelques concessions ; l'élargissement de ses frontières, et le financement de l'effort de guerre par l'indexation d'une partie des biens nationalisés au Piémont.

- 6 La guerre avec l'Autriche, déclarée en mars 1799, déplace les enjeux vers les opérations militaires ; face à Schérer, le nouveau commandant en chef français, étroitement soutenu par Rivaud, les généraux Joubert et Championnet sont favorables à un renforcement des capacités militaires autonomes de la Cisalpine. Sous la pression des radicaux, des mesures d'exception sont prises : levées des gardes nationales, loi des otages. Mais les revers français, imputés à l'inertie de Schérer, s'accumulent face aux Austro-Russes ; le 27 avril 1799, la défaite de Cassano d'Adda ouvre la voie de Milan, abandonnée par le Directoire cisalpin, qui gagne Turin, puis Chambéry.
- 7 S'ouvre alors la deuxième partie de l'étude, qui est celle du double exil ; les radicaux à Grenoble, le Directoire à Chambéry. Les quatre directeurs - Adelasio a finalement regagné Milan sous occupation autrichienne - et une partie du Corps législatif se trouvent dans une situation délicate, en butte aux accusations des réfugiés italiens regroupés à Grenoble qui voient dans la servilité des autorités de la Cisalpine envers les envoyés français la cause majeure des revers militaires, et qui pensent que la proclamation d'une République Italienne unifiée et indépendante est le seul moyen de redresser la situation. Ces griefs sont relayés à Paris dans les cercles néo-jacobins devenus très influents après les journées de prairial et le renversement du Second Directoire. Les directeurs cisalpins essaient de conserver une marge d'initiative, mais ils se retrouvent vite isolés et privés de moyens. L'ambassadeur cisalpin à Paris, Serbelloni, tente de jouer une carte personnelle, la distribution des secours aux réfugiés leur est contestée, et les patriotes les plus radicaux rejoignent l'armée des Alpes de Championnet. Les nouvelles autorités parisiennes leur enjoignent de se réunir au plus vite à Grenoble, sapant le peu de légitimité qui leur reste.
- 8 Le coup d'État de brumaire redonne espoir aux hommes de Chambéry. Les réfugiés italiens accueillent dans l'ensemble très favorablement le tournant politique. Mais le doute et les divisions réapparaissent très vite. Luosi, en s'installant à Paris, cherche à affirmer sa proximité avec le Premier Consul, mais il est désavoué par les autres directeurs. Les rumeurs d'une prochaine paix générale font naître des doutes sur la possibilité qu'au moins une partie de l'ancienne Cisalpine puisse servir de monnaie d'échange dans les pourparlers avec les Autrichiens. Lorsque se dessine l'option d'une reprise de l'offensive militaire en Italie du Nord avec la constitution d'une Légion Italique, l'intégration de tous les réfugiés italiens au sein de ce corps militaire, quelle que soit leur origine, détruit le dernier espoir de conserver une marge de manœuvre avec l'existence d'une force cisalpine autonome. D'ailleurs, le pouvoir consulaire ne pouvait s'accommoder du maintien d'un Directoire cisalpin qui puisait sa légitimité dans la Constitution de l'an III, et Brumaire se révéla être une journée des dupes.
- 9 Quand les Français reviennent à Milan en juin 1800, et rétablissent une commission exécutive de neuf membres placés sous le contrôle de Claude Petiet, aucun des anciens directeurs de Chambéry n'en fait partie.
- 10 Dans une dernière partie, Katia Visconti rappelle les destins ultérieurs de ces hommes, très diversifiés puisque certains vont sortir du champ politique, comme Vertemate Franchi, retiré sur ses domaines, ou Sopransi, juge au Tribunal de cassation ; d'autres vont retrouver des fonctions officielles, comme Luosi, rédacteur du premier Code pénal, mais surtout Marescalchi, grand négociateur de la Consulte lyonnaise, et futur ministre des Relations extérieures.

- 11 En retraçant avec une très grande minutie l'existence du dernier Directoire Cisalpin, l'auteur s'inscrit dans un courant historiographique tout à fait novateur qui, à la suite d'Annie Jourdan pour la République batave, de Maria-Pia Donato, David Armando et Massimo Cattaneo pour la République romaine, d'Antonino De Francesco pour la République napolitaine, notamment, nous invite à réexaminer autrement les relations entre la République française et les républiques sœurs, alors même que la lecture dominante persiste malheureusement dans son refus d'accorder à ces dernières le statut d'actrices à part entière des profondes transformations que connut l'Europe en cette période charnière.